

<http://www.kindersite.org>
<http://www.dundee.ac.uk/languagestudies/ltest/ltr.html>
<http://www.learnenglish.org.uk>
<http://www.n-e-x-u-s.com/dictionaries>
<http://www.languagesonline.org.uk>
<http://www.stanford.edu/~efs/callsurvey>
<http://www.teachthechildrenwell.com/language.html>
<http://www.thefreedictionary.com>
<http://www.iite-unesco.org>

Plurilinguisme et multi culturalité en Algérie : Entre héritage historique et politique de substitution

Ourida NEMMICHE

Le plurilinguisme en Algérie est un héritage qui s'inscrit dans le temps. Les politiques linguistiques l'ont longuement nié, et les questions sur l'hétérogénéité linguistique et culturelle algérienne commencent progressivement à intégrer les planifications sociolinguistiques.

Contrairement à une idée souvent soutenue, la société algérienne n'est pas biculturelle ou bilingue, sa diversité culturelle et linguistique préexistante à l'arabe et au français et se trouve être cet héritage historique trop souvent occulté en faveur d'une politique d'homogénéisation traduite par un enfermement dans une Langue, une Culture, une Identité.

L'Algérie, a toujours séduit par sa position stratégique. convoitée depuis des millénaires, elle s'est trouvée placée au carrefour des civilisations les plus puissantes et les plus variées. C'est un pays situé aux portes de l'Europe, du bassin Méditerranéen, de l'Afrique et au centre du Maghreb.

La présence humaine en Algérie remonte, d'après les vestiges, à 400.000 ans, Comme l'attestent les découvertes impressionnantes et fascinantes des peintures et de gravures rupestres du Tassili N'ajjers et du Tassili Hoggar.

En -111 avant J. C, l'Algérie est numide, elle est constituée de tribus indépendantes, de républiques villageoises et de vastes royaumes qui détiennent le pouvoir. Les historiens* rapportent que le pays vit principalement d'échanges commerciaux, entre les Phéniciens et les Numides, favorisant ainsi l'imprégnation profonde de la langue punique.

Des phéniciens, les Numides apprennent les procédés agricoles, mais tout ce qui est du domaine de la culture et de l'art, ils l'emprunteront aux carthaginois.

C'est à partir de Carthage que l'invasion romaine de la Numidie se fait. Et en l'an 46 avant J.C à 429 après J.C, la Numidie devient province romaine, avec des cités telles que Hippone, Tiddis, Tipasa, Ténès ... qui s'érigèrent sur les villes Numides et dont certaines connurent un grand essor tant sur le plan économique que sur le plan culturel.

Au V^e siècle (429 à 430), les Vandales envahissent l'Afrique du nord et au VI^e, les Byzantins arrivèrent. Les Arabes venus de l'est, tentent d'islamiser le Maghreb en 647 poussant ainsi les habitants des cités à abandonner le latin au profit de l'arabe. Cette dé latinisation ne s'est pas faite instantanément, l'arabe et le latin ont longtemps coexisté. C'est à partir de cette époque que la sacralisation de la langue arabe avec la propagation de l'Islam commence à se mettre en place ; les mosquées et les medersas ont un important impact sur la diffusion du Coran et de son idiome (l'arabe classique).

L'occupation portugaise et espagnole des côtes oranaises en 1415, et l'invasion d'un îlot face à la ville d'Alger, poussent les Algérois à faire appel à l'empire ottoman. Durant Les trois siècles qui vont suivre, le pays sera régenté par les Turcs. Ces derniers ont toléré la présence de la langue arabe, et lui attribuent en plus un statut diplomatique sans pour autant la pratiquer systématiquement. Par ailleurs, la coexistence de plusieurs langues était tolérée; L'espagnol à l'ouest, l'italien à l'est, ainsi que le berbère et le judéo arabe parlé par les juifs citadins.

De ce métissage linguistique naît une sorte de *lingua-franca*, langue de communication entre locuteurs berbères, arabes, juifs, turcs et européens, qui gagnera petit à petit tout l'espace

algérien. Cette diversité linguistique redéfinit l'arabe local qui deviendra plus tard le dialecte algérien.

Suite à la conquête française de l'Algérie en 1830, les autorités décident d'en faire une colonie et encouragent des immigrants d'origine européenne à s'y établir. Français, Suisses, Espagnols s'installent à l'ouest, Italiens et Maltais se fixent à l'est. Loin de nous l'idée de faire l'éloge de l'esprit colonisateur, mais l'histoire étant faite, il fallait en sortir enrichi, et la personnalité algérienne l'était et l'est encore dans sa capacité à s'adapter à d'autres langues et cultures. C'est une terre gratifiée par sa pluralité, dotée d'un capital humain considérable. Mais l'avenir s'acharnera sur cette nation en tentant de lui ôter toutes ces richesses noblement acquises pour en faire des armes culpabilisantes, dès lors, le chemin vers l'identité plurielle de l'Algérien sera semé d'embûches.

Pour en revenir aux politiques linguistiques en Algérie, elles datent de la période coloniale, Mais, bien avant la colonisation les anciennes générations bénéficiaient, d'un enseignement dans les "ZAOUIAS", lieux où l'enseignement était essentiellement religieux.

Dans leur ensemble, ces Zaouias tenaient à des confréries religieuses. Ces lieux étaient aussi, des écoles de formation pour les "Cadis" (juges civils dans le droit musulman), des "Imams" et des "Talebs" (enseignants).

L'enseignement dispensé ainsi, était assuré essentiellement en Arabe littéraire et de plus ne concernait que les garçons. A partir de 1830, date initiale de la conquête de l'Algérie par la France, tous les biens des autochtones avec lesquels ils contribuaient de leurs dons à faire vivre ces Zaouias furent partiellement confisqués, ce qui a forcément entraîné la destruction

du moins partielle de certains de ces lieux ainsi que leur enseignement.

Dans l'attente d'une nouvelle réponse du côté de l'état colonisateur, on se demandait du côté de la population, quel serait le nouveau système qu'on allait leur proposer au détriment de celui qui venait d'être anéanti ? Aussi, La politique coloniale entre 1830 et 1880 visait à réaliser une vague d'alphabétisation circonscrite à une minorité qui devait jouer le rôle d'intermédiaire entre la France et les populations algériennes sans pour autant que cette minorité puisse devenir une masse intellectuelle perturbatrice du régime politique instauré. D'où une série de mesures tendant à la fois à "récupérer l'enseignement de l'arabe et à étendre l'enseignement du français, tout en réglementant étroitement l'accès des élites locales à la culture française de haut niveau universitaire".¹

Dans ce sens analyser la structure éducative française en Algérie, c'est se donner les moyens d'appréhender "un instrument de colonisation que l'ambiguïté de ses fonctions pouvait faire passer au même titre que son homologue de la métropole pour libérateur".² La démarche "civilisatrice" ou assimilatrice qui sous-tend le projet républicain d'éducation vis-à-vis des algériens était claire: il s'agissait de réduire la tension entre les deux communautés en produisant dans un premier temps une "élite" qui assumerait la jonction entre les deux peuples tout en contribuant par le biais de l'éducation reçue à transformer les structures traditionnelles de la société algérienne dans le sens des intérêts de la métropole. Il apparaît, ainsi qu'à un moment déterminé de son histoire, la société coloniale s'est trouvée

¹ Melet (R). *L'inspection des écoles primaires en Algérie*. Institut International de Planification de l'Education UNESCO IIEP Paris, 1975. PP. 9-12.

² MARIET (F) *Idéologie scolaire et culture en Algérie*. Revue française de sociologie. P. 427.

dans "l'obligation" de former une "élite" algérienne cultivée pour légitimer son projet.

Dans cet ordre de faits, l'époque coloniale avec toute sa politique en matière de droits et de savoir contribua pour le moins à la formation d'intellectuelles algériens parfaitement francophones et qui étaient capables de former à leur tour d'autres algériens toujours en langue française. Les écoles nommées autrefois "Zaouias" et anciennes écoles coraniques traditionnelles se trouvaient dans une position de subordination et même d'infériorité par rapport aux écoles coloniales ainsi qu'à leur instruction. En fait ces "Zaouias" étaient du côté de la *tradition de l'arabité et de l'islam tout en rejetant, toute idée d'ouverture et de collaboration avec l'école française taxée de "moderne"*. Cette vision de l'école française et la référence spirituelle qu'elle s'est forgée dans la société algérienne fut consolidée et appuyée de tout le poids de la ferveur Gaullienne. Face à cela, les formations arabophones demeuraient tant bien que mal, et le sort qu'a réservé la politique coloniale à la langue arabe a porté celle-ci au rang symbolique lié au sacré.

De ces éléments il découle, d'une part une couche sociale francophone prête à occuper des postes importants (enseignants, médecins, avocats, administrateurs etc.), et d'autre part, une couche moins favorisée qui, par souci d'affirmation identitaire et religieuse, s'approprie l'arabe classique et en fait une sorte de « cheval de bataille » contre tout ce que véhiculait la langue française, à savoir, la modernité, l'ouverture sur l'Occident, l'implantation de valeurs étrangères au détriment des pratiques arabo-musulmanes, etc.

Ces faits d'acceptation et de refus d'intégration et de résistance vont donner naissance à un sentiment ségrégationniste, et on assiste à la naissance de deux "esprits" dans l'imaginaire de la

société algérienne. En premier lieu, ceux qui sont pour la Conservation de la tradition, tout en prônant comme valeurs, l'arabité et l'islamiste. Le second courant, bien au contraire, va se placer du côté de la modernité, de la technique industrielle et de l'ouverture vers les autres cultures pro-occidentales. C'est dans cette position problématique que l'on commence à se demander réellement; si cette phase de changement, qui coïncidait avec l'avènement de l'indépendance, allait contribuer au renouveau de la société algérienne, tout en lui donnant un visage moderniste, ou bien, un autre visage, qui est celui défendu par les traditionalistes?

Au lendemain de l'indépendance, les demandes en matière d'éducation et de formation, afin de préparer une société libre et autonome, allaient induire une série de réformes à différents niveaux et plus particulièrement au sein de l'appareil éducatif. Les responsables de ce secteur se sont vus dans "l'obligation" de repenser une politique éducative aidant à retrouver une dignité nationale. Mais, ces séries de réformes ont été étudiées et appliquées d'une manière plus ou moins improvisée, en raison du manque de moyens d'encadrement, et sans aucune initiative ni essai de planification et de projet d'avenir à long terme. La nécessité de l'éducation justifiait une volonté de développement rapide sur tous les plans et ce parallèlement à l'évolution des différentes structures, sociales, économiques, culturelles et enfin idéologiques. C'est ainsi qu'on va aboutir à des changements hâtifs dans un souci d'harmonisation des objectifs sociaux avec les objectifs économiques. Cette précipitation dans les réformes va donner naissance à des innovations telle que la mise en place d'une nouvelle institution comme le cas de l'École Fondamentale Polytechnique (l'E.F.P).

Cette école avait pour mission d'assurer une éducation de base, commune à tous les élèves et surtout de construire l'unité

identitaire et linguistique de ces derniers. L'instauration d'une nouvelle école algérienne paraissait alors aux yeux du pouvoir comme une condition à l'élaboration de nouveaux moyens permettant de promouvoir l'individu à un développement mental propre forgé dans l'appartenance à la nation algérienne, dans son arabité et dans son islamité; car après l'indépendance, l'Algérie ne pense qu'à une chose, retrouver une dignité, celle-ci se manifestera par la revendication d'une langue une, le nationalisme algérien passera donc par la langue arabe, langue du texte coranique; sacrée et sacralisée.

Néanmoins l'ensemble de ces réformes peuvent se résumer en :

- Extension de l'enseignement à toutes les couches de la population.
- La mise en œuvre d'une politique d'arabisation des différents programmes et contenus de formation.
- Application d'une politique d'algérianisation dans les différents secteurs et niveaux d'enseignement.
- Mise à jour d'une politique de formation de cadres nécessaires au marché de l'économie nationale.

Toutes ces projections qui se présentaient avec des intensions plus ou moins ambitieuses à la veille de l'indépendance de l'Algérie, se sont heurtées à d'énormes difficultés. Parmi ces difficultés, on peut rappeler le manque de fond en matière de ressources, aussi bien matérielles qu'humaines.

Cette situation qu'on peut qualifier de précaire, a fait que les responsables de la question scolaire, utilisaient un personnel sous qualifié et sans aucun critère de recrutement, « importés » pour la plus part d'Égypte et de Syrie, il étaient censé enseigner en arabe classique les matières littéraires et scientifiques, ces derniers vont le faire en parlant leur propre idiome arabe au quel, encore une fois, l'Algérien ne se reconnaissait pas, ce qui accentua ce sentiment de culpabilité vis-à-vis de son pro-

pre dialecte substitué par un autre sous prétexte qu'il est plus « arabe ». De ce fait, on assiste à une seconde acculturation du peuple algérien qui se retrouve entraîné d'apprendre dans une langue qu'il ne parle pas et parler une langue qu'il n'écrit pas.

Ceux qui connaissent l'Algérie savent que le comportement linguistique est composé de l'arabe dialectal, de l'arabe classique, du français et de la langue berbère avec toutes ces variantes. Ces langues sont le reflet d'une diversité linguistique et culturelle qui fait face à cette unité tant désirée par les politiques linguistiques. Aussi toute identité est véhiculée par la langue et quiconque revendique une identité se retrouve entraîné de revendiquer la langue (ou les langues) qui la détermine.

La question qui persiste actuellement et pour quelles raisons cet aménagement linguistique a voulu depuis trois décennies, environ, nier toute pluralité linguistique et culturelle du peuple algérien, et, plus de trente ans plus tard (ce qui défie toute période d'essai) réaménager une politique qui se veut plurilingue ?

Aujourd'hui nous sommes encore une fois les acteurs de ce renouveau politique, la commission nationale des réformes du système éducatif (CNRSE), réaménage le système éducatif, la langue tamazight et la langue française retrouvent timidement une place jadis occultée ; mais qu'en est-il de l'arabe dialectal, peut-être faudrait-il encore patienter une bonne trentaine d'années ?

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- ANSART (P). "Idéologie, conflits et pouvoir." Paris, P.U.F. 1977.
- ARDOINO (J), "Propos actuels sur l'éducation". Ed: Gauthier Villards. 1971.
- ARENDT. "La crise de la culture". Paris. Gallimard. 1972.
- AVANZINI (G). "Immobilisme et innovation dans l'éducation scolaire". Toulouse. Privât -1975 -310 P.
- BACHELARD (G) : La formation de l'esprit scientifique". J. Vrin, Paris, 1983. 256 P.
- BACHREL (R). HENDERSON (W), "Changer l'école". Préface Louis LEGRAND. Paris. L'harmattan. 1990 - 189 P.
- BERNSTEIN (B). "Langage et classes sociales", Paris- Ed: de Minuit - 1975 - 347 P.
- BERQUE (J). "Ulémas, fondateurs, insurgés du Maghreb. XIIème siècle". Edition: Sindbad. Paris 1982. Langages arabes du présent. Ed: Gallimard. 1974.
- CAMILLERI (C). "Anthropologie culturelle et éducation". Paris. UNESCO et Lausanne Delachaux-Niestlé. 1985.
- CHARLOT (B). "La Mystification pédagogique". Edition: Payot. Paris. 1977.
- CHARLOT (B), FEGEAT (M). "L'école aux enchères (l'école et la division sociale du travail)". Edition: Petite bibliothèque. Payot. Paris.
- CHARLOT (B). "L'école en mutation". Paris, Payot, 1987.
- COLONNA (F). "Le système d'enseignement de l'Algérie coloniale. Archives européennes de sociologie". Vol. XIII. 1972.
- COLONNA (F). "Instituteurs algériens. 1883-1939". Paris. Fondation Nationale des sciences politiques. 1975.
- CROZIER (M). "On ne change pas une société par décret". Ed: Grasset.
- CUBETAFOND (B). "L'Algérie contemporaine". Paris. P.U.F. 1981.
- ETIENNE (B). "L'Algérie, cultures et révolution". Paris, Ed: du Seuil, 1977. 333 P.
- KADDACHE (M). « Histoire du nationalisme algérien » tome I, II, III. Société Nationale d'Édition et de Diffusion. Alger 1980.